



# AURORE DE RESURRECTION

L'occupation de Barcelone par les Nationaux a frappé particulièrement l'opinion publique, non seulement parce qu'elle a mis un point final aux terribles épreuves endurées par la malheureuse population, mais parce que, dès le début, alors que le tourbillon de la guerre proprement dite ne l'avait pas encore atteinte, la ville avait été en proie aux plus féroces violences sectaires et au déchaînement des passions sanguinaires.

Aucune ville dans le monde entier n'a attiré l'attention autant que Barcelone, dans ses blessures et dans sa douleur, dans le péril et dans la crainte. Ce fut un chemin de croix de trois ans. Sa passion ne pourrait être désignée d'un nom plus juste : car Jésus-Christ parcourut ce chemin et monta jusqu'au Golgotha et, là-bas, agonisa à nouveau.

Ce que l'Eglise endura en Lui et pour Lui est dans la mémoire de tous, comme ce qu'elle endura dans ses prêtres et dans ses fidèles, dans les œuvres du culte et de la charité, dans les autels et jusque dans les tombes, dans la vie et dans la mort.

Barcelone a été le symbole de l'horrible guerre que le catholicisme, le sacerdoce catholique, ont enduré de mille façons dans l'Espagne chrétienne mise à la merci des ennemis de la foi, même lorsque ces ennemis étaient en désaccord entre eux sur la voie à parcourir, sur les buts à atteindre, sur les forces à soutenir. Mais ils étaient inexorablement d'accord sur un premier point, un premier but : la destruction du christianisme.

Barcelone est le témoignage déchirant et d'autant plus incontestable précisément, que, dans la guerre d'Espagne, avant toute question politique et sociale, une question d'humanité, de sens humain, de dignité humaine, s'imposait dans le cœur de tout homme. C'était la limite tracée par la main de Dieu comme ligne de démarcation entre

la société des hommes et le groupement des bêtes; celle où se trouvent la raison et l'amour; c'était le droit sacré et civil d'appliquer cette raison et cet amour à une même nécessité d'existence en commun.

Parmi les nouvelles arrivées, depuis qu'elle a fait retour à l'Espagne Nationale, de la ville qui a été le théâtre de tant de martyres, il faut citer celle de la messe dite officiellement en plein air, en présence d'une foule de militaires et de fidèles.

La ville est en plein réveil, après une nuit terrible au cours de laquelle on voulut supprimer avec tant d'impunité les ministres des autels, effacer ou détruire les signes de la foi, les édifices du culte, dévaster ou occuper les maisons ecclésiastiques.

Dans cette renaissance de vie catholique après les horreurs d'une extermination sans exemple dans l'histoire de l'Europe chrétienne, la pensée revient avec une dévotion émue vers les innombrables victimes qui, pendant ces deux ans et demi, mais spécialement dans les journées des 19, 20 et 21 juillet 1936, scellèrent de leur sang la fidélité au Christ-Roi, ou simplement le fait d'appartenir au clergé, à des familles religieuses ou aux fidèles catholiques.

Le 19 juillet 1936, près de 15.000 communistes subornés par des agents de la Russie, Gorkine et Nin, réquisitionnèrent 4.000 automobiles et, armés de mitrailleuses, ils assaillirent toutes les églises, les maisons religieuses, les collèges et les couvents. Cette journée et les suivantes, pendant longtemps encore, furent qualifiées par les républicains eux-mêmes de « délire infernal ».

La cathédrale fut profanée et transformée en magasin. Presque toutes les autres églises, parmi lesquelles se trouvaient d'anciens monuments contenant des trésors d'art et d'une beauté architecturale incomparable, furent incendiées, détruites, ou pillées : la dévasta-



Une messe à Tarragone. Manuel Azña avait dit : « L'Espagne n'est plus catholique ». Vous étiez un clairvoyant, Manuel Azña!

tion fut systématique et complète.

Tous les édifices ecclésiastiques eurent le même sort : séminaires, presbytères, écoles religieuses, couvents, asiles, etc. Partout la fureur de démolition s'abattit avec un acharnement qui stupéfia et arriva jusqu'à intimider quelques éléments parmi les plus avancés du Frente Popular. Ce qui produisit spécialement de l'impression et mit un sceau particulier de cruauté sur ces criminelles entreprises fut la chasse faite sans pitié aux prêtres, aux religieux, même aux religieux dont plusieurs ordres virent de nombreuses de leurs tombes épouvantablement profanées. Le fait de revêtir l'habit ecclésiastique constituait alors un délit aux yeux de ces républicains. Plusieurs centaines de prêtres, de religieux furent ainsi mis en pièces. D'autres parvinrent à échapper au massacre en s'enfuyant dans la campagne, déguisés en bergers

et en paysans, poursuivis jusqu'au milieu des précipices désolés des Pyrénées. Encore pour quelques-uns, surtout pour ceux qui venaient des plus petits centres des diocèses catalans, Barcelone put présenter une sorte d'asile, justement à cause de la grande étendue de la ville. Mais quel dangereux refuge ! Errants de maison en maison durant des mois et des mois, durant des années, les malheureux prêtres qui restèrent durent se livrer aux travaux les plus humbles et les plus insignifiants avec la préoccupation non seulement de sauver leur propre vie, mais de ne pas compromettre la vie de ces héroïques fidèles qui, au risque de graves représailles, leur donnaient l'hospitalité ou leur offraient un salut improvisé lors des perquisitions fréquentes, presque quotidiennes, des miliciens.

Malgré un tel régime de terreur folle, on résista de nouveau — glorieuse

et toujours renaissante histoire de l'Eglise — aux héroïques efforts faits pour assurer à un petit nombre de privilégiés le bonheur de pouvoir assister et participer en secret, dans quelque demeure privée, ou dans quelque souterrain, au Divin Sacrifice. Lorsqu'on écrivait complètement l'histoire de cette période douloureuse, nombreux seront les épisodes dignes de figurer à côté de ceux des premières catacombes qui nous ont été transmis par les martyrologes. Il suffira de penser qu'à Barcelone comme dans les autres centres de l'Espagne occupés par les rouges, lorsqu'il fut possible de dire la Sainte Messe dans quelque cachette éloignée en présence d'un petit nombre de fidèles et en s'entourant de tous les soins et de toutes les précautions voulues, le prêtre ne put jamais se servir des ornements sacrés, systématiquement détruits; il ne put pas se servir de missels, parce qu'ils n'existaient plus; il ne put pas se servir de calices, car tous les vases sacrés avaient été confisqués ou profanés; il dut employer, en raison de l'autorisation accordée par l'Eglise dans des cas exceptionnels, un vase quelconque qui sera dorénavant conservé comme un objet vénéré en souvenir d'une époque sans nom.

Avec le temps, surtout après l'occupation de Bilbao par les troupes de Franco et l'afflux des réfugiés basques à Barcelone, la rigueur antireligieuse sembla s'adoucir un peu, mais non pas pour en arriver au point de permettre de quelque façon que ce fût les manifestations extérieures du culte. Après plusieurs démarches seulement, le Gouvernement de la Généralité permit l'ouverture, dans la Calle del Pino, d'une petite chapelle destinée justement aux catholiques basques et ne pouvant guère contenir plus de deux cents personnes.

A ce moment encore, les perquisitions et la chasse aux prêtres, si elles

changèrent de prétexte, ne diminuèrent pas d'intensité. On emprisonnait et on condamnait un prêtre, non plus pour sa qualité de prêtre, mais parce qu'il trouvait certainement le moyen de dire des messes d'actions de grâce pour les succès des nationaux. De cette façon, les autorités républicaines croyaient avoir la partie belle devant l'opinion publique mondiale, émue de tant de crimes commis; et c'est justement pour amoindrir l'effet de leurs actes que les autorités firent photographier et reproduire copieusement les funérailles d'un officier basque tombé sur le front et auxquelles prit part un prêtre catholique; c'était la première fois depuis juillet 1936 qu'on voyait un ministre du culte portant étole et soutane dans les rues de la ville.

On a été extrêmement inquiet depuis bien longtemps sur le sort de l'évêque de Barcelone, S. E. Mgr Manuel Irujo y Almondoz, dont on n'a pas de nouvelles depuis plus d'un an et demi. On espère qu'on pourra le signaler parmi les prisonniers libérés ces jours-ci, mais malheureusement l'espoir qu'on peut avoir sur son sort ne peut être que bien faible. S. E. Mgr Aurelio Polanco, évêque de Teruel, était également détenu à Barcelone : il avait été déporté par les rouges au moment où ils occupèrent Teruel en décembre 1936.

Dans l'espoir que les deux vénérés prélats pourront reprendre bientôt leur mission pastorale à Barcelone, le Vicaire Général du diocèse entreprend, non sans peine, l'œuvre gigantesque de réorganisation et d'assistance religieuse. Que ce soit là l'aurore d'une ère nouvelle, pour la ville entière et pour le diocèse, sur lesquels resplendit aujourd'hui, comme une promesse, la lumière du pardon chrétien et de la divine charité du Christ !...

(De l'Osservatore Romano du 29 janvier 1939.)

## Les exploitations électriques en Catalogne sous la domination rouge.

Cet article a été rédigé avant les récentes victoires du Général Franco; il n'en garde pas moins toute son actualité. L'administration désastreuse et l'anarchie dirigeante ont amené, dans la zone rouge, la ruine de nombre d'industries auparavant florissantes. L'auteur décrit, dans cet article, comment, par suite de la confiscation du réseau électrique catalan par les ouvriers travaillant dans ses centrales, et par suite de l'élimination du personnel technique qui s'en suivit, les rouges en vinrent à précipiter leur effondrement économique.

En juillet 1936, au début du glorieux mouvement salvateur de l'Espagne, les hordes marxistes s'emparèrent de la totalité des industries de la région catalane, procédant à leur confiscation ouvrière. Parmi toutes ces industries se trouvait celle de Production et de Distribution de l'énergie électrique.

Depuis cette date, la plus grande partie des entreprises électriques confisquées de Catalogne ont fonctionné sous le nom de « Serveis Eléctrics Unificats de Catalunya » (S. E. U. de C.). Notons, parmi les plus importantes : « Riegos y Fuerza del Ebro », « Energía eléctrica de Cataluña », « Barcelonesa de Electricidad », « Cooperativa de Fluido Eléctrico », « Productora de Fuerzas Motrices », « Sociedad Española de Construcciones Eléctricas » et d'autres de moindre importance, disposant de la totalité des centrales hydro-électriques situées dans les Hautes-Pyrénées, comme Siera et Cledeas, et celles comprises dans les bassins des fleuves Flamiell, Noguera-Pallaresa et Segre, telles que Capdella, Molinos, La Plana, Pobla, Sosis, Tremp, Gabet, Terradets, Camarasa, San Lorenzo et Seros. Cela constitue une puissance totale de 310.000 kilowatts, sans compter les chutes de moindre importance, disséminées dans les différents bassins de la région catalane et dont on peut évaluer la puissance totale à environ 15.000 kilowatts. Enfin, il faut compter encore les importantes centrales thermiques de San Adrian, Barceloneta, Figols et Adrell, avec une puissance totale de 100.000 kilowatts.

La distribution de l'énergie produite dans ces nombreux et importants centres, comportait toutes les nécessités de la vie industrielle, commerciale, privée et publique de presque tout le territoire catalan et d'une petite partie des provinces de Huesca, Saragosse et Castellon. Pour donner une idée de cette distribution, il suffit de dire que la puissance totale distribuée par ces entreprises, durant l'année 1935, compte tenu des pertes de transformation et de transport, fut supérieure à mille millions de kilowatts-heure.

Ces sources importantes de production en plein rendement et en pleine activité, un réseau de transport et de distribution très vaste, des centres de transformation propres à l'utilisation et à la consommation de ce débit d'énergie, un débouché assuré, telle était la situation devant laquelle se trouveraient les ouvriers au moment de procéder à la confiscation des usines, ou plutôt, au moment d'assumer la direction et l'interception totale et directe dans le développement de cette branche importante de l'industrie nationale.

Tenant compte de ce qui précède, nous en arrivons à analyser, bien que très sommairement, la gestion technique et le développement économique, administratif et social des S. E. U. de C. pendant la période rouge-séparatiste comprise entre août 1936 et avril 1938.

Ces entreprises, en plus des travaux d'entretien propres à leur exploitation respective, avaient étudié et même déjà commencé, avant le 19 juillet 1936, la construction d'importants ouvrages, parmi lesquels nous citerons le bassin et la centrale de Flix sur l'Ebre. Ce barrage était envisagé non pas pour obtenir un bassin régulateur du débit du fleuve, mais pour en faire une chute de petite hauteur et de grand débit, dans le but d'utiliser, durant la période d'hiver, c'est-à-dire celle de la plus grande charge et du plus grand débit, la production de la centrale, dont la puissance théorique maximum était estimée à 44.000 kilowatts. Ce projet constituait un ouvrage d'une certaine envergure, pour lequel, à cette époque déjà, des travaux préliminaires avaient été réalisés. De plus, la totalité des matériaux de construction était achetée et emmagasinée. On disposait aussi d'un important capital, de 30 millions de pesetas environ, que les entreprises avaient prélevé sur les bénéfices d'exploitation des exercices antérieurs. Sans doute, on put noter quelques tentatives de continuation des travaux, mais pratiquement ils restaient abandonnés à un tel point que, lors de la grande crue d'automne 1937, les eaux de l'Ebre détruisirent ce qui avait été construit et emportèrent la presque totalité des matériaux emmagasinés.

Il en fut de même pour les travaux entrepris en vue de la construction d'un barrage d'importance secondaire, sur le fleuve Ter, province de Gerona, en aval du barrage de Pastoral.

D'autres travaux, de moindre importance, entrepris avant le 19 juillet 1936, et prévus au budget des entreprises, tels que modification des postes de sectionnement et de transformation, construction de sous-stations, conditionnement des lignes et des réseaux à basse et à haute tension, réparation de l'équipement des diverses installations, tous travaux prévus pour le plus grand bien du service, furent, soit définitivement annulés, soit réduits de plus en plus et finalement abandonnés. Il est inutile d'ajouter que les travaux normaux d'entretien et de renouvellement furent réduits au minimum strictement indispensable.

On ne pouvait qu'aboutir à une telle situation si l'on tient compte de la désorganisation et de l'anarchie qui y régnait, des luttes intestines, des vexations et des persécutions dont furent l'objet la majorité des techniciens restés en service.

Au début, bien que la démoralisation fut intense, cette triste situation n'apparut pas immédiatement, par suite de la marche antérieure des exploitations dans des conditions favorables pendant de nombreuses années et des méthodes de travail en vigueur qui permirent de maintenir, pendant un certain temps, un rendement normal.

Il est difficile de synthétiser, sous une forme simple et précise, toute la série de facteurs psychologiques — violence, débordement des passions — qui créèrent cet état de choses, entraînant une réduction de la capacité productive de l'ouvrier et une diminution catastrophique du rendement. On en trouve une preuve évidente dans une circulaire du Comité Central de ces industries (en plus de toutes les consignes générales lancées par les dirigeants rouges pour produire « plus et meilleur »), dans laquelle on cite les chiffres de rendement du travail, à la date des premiers jours de 1937. Ce rendement était de 40 p. c. moindre à ce qui était con-

sideré, avant le 19 juillet 1936, comme un rendement normal. Dans cette même circulaire on menace les ouvriers des peines les plus sévères si la situation ne s'améliore pas et on déclare que continuer de la sorte, c'est tout simplement pratiquer le sabotage constant de la révolution et de la guerre. Mais cela ne servit à rien. Le matérialisme poussé à l'extrême chez les individus, le fait de se sentir et de se savoir maîtres de cette richesse, la désobéissance systématique à ceux qui prétendaient mettre de l'ordre, le manque d'ascendant moral des « camarades » qui constituaient les Comités, tout cela ne fit que précipiter cet état de décomposition. Cela alla à un tel point que les membres des Comités en vinrent à organiser des rondes nocturnes pour éviter l'abandon des postes par les employés dans plusieurs sous-stations de transformation et de sectionnement.

Un des projets qui fut mis à l'étude par les nouveaux techniciens de cette industrie fut le projet d'unification des réseaux de basse et haute tension, aériens et souterrains, des différentes entreprises. Il ne s'agissait pas de l'étude d'un vaste plan d'interconnexion entre les grandes centrales et les autres de transformation primaire, puisque celui-ci était déjà réalisé, mais bien d'un projet par lequel, une fois réalisés, tous les groupes d'industries étaient absolument contraints de continuer à faire partie de l'association des S. E. U. de C. De cette façon on pouvait poursuivre en toute sécurité la réussite du plan de nationalisation de ces industries, élaboré par le parti communiste dans son ardeur à contrôler tout ce qui peut représenter une source vitale de richesse. La réalisation de ce projet était d'un coût très élevé et les avantages d'ordre technique qui en découlaient étaient pratiquement nuls. Aussi, pour rester dans la note, absolument rien de ce plan fut réalisé. Il faut signaler de plus que les ouvriers des différentes entreprises ne cachaient pas leur méfiance vis-à-vis de ce projet; ils voyaient dans cette modification projetée une manœuvre d'absorption de leurs installations propres par un certain Comité, et cela au préjudice de leurs intérêts particuliers résultant de la confiscation de chaque usine.

A cause du caractère même de l'industrie qui nous intéresse, il faut tenir compte du fait que les perturbations occasionnées par cet état de relâchement du personnel, qui assumait à la fois les fonctions de directeur et d'ouvriers, ne peuvent être perçues immédiatement comme c'est le cas dans tout autre genre d'industrie, où les effets se répercutent instantanément sur la qualité et la quantité de la production, et où la qualité des produits manufacturés est fonction directe de l'habileté et de l'activité de l'ouvrier. Si la production, la transformation et le transport de l'énergie électrique dépendaient directement de l'effort de chacun des ouvriers, il y a longtemps que cette industrie aurait subi en Catalogne le même sort que les autres, c'est-à-dire qu'elle aurait entièrement disparu. Pour ce motif, il est difficile d'exprimer en chiffres ou en graphiques, pour les étudier d'une manière claire, tous les facteurs qui intervinrent dans la production et le développement d'une industrie de cette nature.

Touchant la situation économique des S. E. U. de C., il faut signaler toutes les possibilités et les perspectives qui s'offraient au début de l'exploitation et qui, à cette époque, étaient particulièrement avantageuses. Rien que l'impor-

tance du capital de recouvrement que représentaient les mille millions de kilowatts-heure distribués en 1935 peut en donner une idée, de même que le produit de la confiscation des comptes courants et des dépôts en banque de ces différentes industries qui se montaient à quelques millions de pesetas, et des réserves accumulées et destinées à de nouvelles constructions, réserves de plus de 30 millions de pesetas qui furent également confisquées.

A toutes ces possibilités, on peut encore ajouter les bénéfices réalisés par la suppression de toutes les obligations, légales et normales, propres à cette industrie dans le domaine juridique et fiscal, comme les intérêts dus des actions et des obligations (dont l'import annuel était supérieur à 70 millions de pesetas), les concessions, les contributions et les loyers, l'annulation de quantités d'ouvrages projetés et consignés dans les budgets des années 1936 et suivantes et la suppression de tous les traitements du personnel directeur. Tout cela considéré, on peut dire que la gestion économique des S. E. U. de C. fut un véritable désastre puisque l'exercice de 1937 fut clôturé en déficit. Ce qui contribua encore à créer cette situation, fut la paralysation du commerce et de l'industrie en général, paralysation due à l'innombrable série de facteurs propres à tout régime marxiste et qui réduisent sensiblement la consommation d'énergie électrique qui n'atteignit plus, à la fin de l'année 1937, que les 60 p. c. de celle atteinte aux dates correspondantes de 1935.

Néanmoins, la raison principale de ce désastre économique fut la mauvaise administration et le manque total de dignité et d'honorabilité de la part des dirigeants des Comités.

Pour centener les masses et les faire participer au butin, on augmenta les traitements inférieurs à 500 pesetas par mois, de 150 p. c., ce qui fut loin de calmer les aspirations de chacun. En plus de cette augmentation de traitement, les individus qui formaient les Comités s'attribuèrent encore des honoraires somptueux par séance qu'ils tenaient. On se doute bien, dès lors, que ces réunions étaient à peu près quotidiennes, au point que, à l'approche imminente du désastre économique, on décida pour réduire les frais et en accord avec les syndicats, que le nombre de ces séances ne pourrait excéder huit par mois.

Pour bien caractériser l'anarchie régnante, voici un fait qui s'est passé à la fin de 1936, fait qui n'est pas isolé et particulier, mais bien généralisé dans la zone rouge, et qui démontre à l'évidence le chaos administratif dans lequel se débattaient les S. E. U. de C.

Comme, à cette époque, les réserves de charbon destinées au fonctionnement des centrales thermiques de Barcelone étaient épuisées, on chargea de l'acquisition de charbon à l'étranger deux membres du Comité Central de l'Industrie. Dans ce but, le Gouvernement rouge acheta, à un prix très avantageux, puisqu'il s'agissait d'une opération officielle, pour deux millions de pesetas de livres sterling. Cette somme fut déposée au nom des deux individus, Gil et Prats, dans une banque de Paris. Il va sans dire que les deux compères dépensèrent tranquillement l'argent et les S. E. U. de C. durent se passer de charbon... et des services de deux membres dévoués !

Après cet exposé, l'effondrement économique de cette industrie, si puissante, apparaît évident à tout le monde.

A leurs débuts, et pour gagner la sympathie de l'opinion publique, les S. E. U. de C. avaient fixé un nouveau tarif de l'électricité, réduisant le prix du kilowatt-heure d'éclairage à 0,50 pesetas. Cette diminution ne visait que les consommations inférieures à dix kilowatts-heure par mois; les prix étant augmentés au contraire pour la consommation supérieure. De cette façon on ne diminuait pas les rentrées et on donnait l'apparence au peuple d'être avantagé par l'instauration du régime marxiste. Dans la suite, ces tarifs furent à nouveau modifiés et le prix du kilowatt-heure fut finalement de 2,50 pesetas.

La formation des Comités Directeurs, dans leurs fonctions sociale et administrative, était très compliquée et fut sans cesse modifiée. En principe, cependant, ils étaient organisés de la manière suivante :

Pour chaque emploi de directeur supérieur — ils le furent tous — on créa un Comité composé de six individus, ayant des antécédents révolutionnaires, capables ou non, et appartenant, les trois premiers à la C. N. T. et les trois autres à l'U. G. T. ;

Un Comité Central de l'Industrie, qui remplissait les fonctions de Conseil Général d'Administration;

Des Comités d'Entreprise avec les fonctions de Conseils d'Administration des entreprises correspondantes;

Des Comités d'Usines, un pour chaque usine que possédaient les différentes compagnies. Ils étaient chargés du contrôle du travail dans les ateliers et bureaux de l'usine, bien que ce travail soit de nature très diverse;

Des Comités de Section, pour le contrôle des sous-stations et des postes moins importants. Et enfin toute une série de délégués de chacun de ces Comités, nommés pour faciliter la besogne.

Tout cela sans compter que dans chaque village où l'énergie électrique était distribuée et où le nombre des ouvriers était suffisant, se formait aussi un Comité correspondant des S. E. U. de C.

Et enfin, pour parachever toute cette gamme de contrôleurs, dans chaque agglomération possédant un Comité des S. E. U. de C. les syndicats nommèrent, à des fonctions supérieures, un nouveau Comité composé d'éléments de confiance, appelés de liaison, et dont la mission était de surveiller le travail révolutionnaire et syndical des autres.

Comme on n'avait aucune confiance dans la majorité des membres du personnel technique, leurs gestions furent à peu près complètement annulées. Dès lors, chaque affaire, même la plus insignifiante, faisait l'objet de discussions au sein de chacun de ces Comités, ce qui fut pour résoudre de simples questions d'ordre courant, il se passait des jours et des mois sans aboutir jamais, le plus souvent à cause de l'incompétence et des dissensions profondes des affiliés à l'U. G. T. et à la C. N. T., membres des Comités.

Les luttes et les querelles entre l'U. G. T. et la C. N. T., si généralisées dans la zone rouge, se devaient d'exister également dans les Comités et le personnel des S. E. U. de C. Chaque groupe prenait, à lui seul, des dispositions qu'il faisait observer par ses affiliés dans le but de faire échouer celles qu'avaient prises les autres.

On en trouve une preuve dans la question de l'horaire du travail et des jours fériés qui donna lieu à des discussions très violentes et qui fut finalement résolue de la manière suivante : chaque groupe syndical adopta un horaire de travail complètement différent

de celui de l'autre, ce qui amena fatalement de nombreuses complications et des dérèglements dans le service.

Toutes les industries, cependant, ne faisaient pas partie des S. E. U. de C. Il y en avait quelques-unes qui n'avaient pas voulu se soumettre malgré les menaces et les coercitions, non pas cependant par un minimum de scrupules ou de sens de la légalité. Pour elles, comme pour les autres, il s'agissait d'industries confisquées dont les propriétaires avaient été assassinés ou étaient parvenus à s'échapper. Cette attitude était tout simplement motivée par les avantages que retireraient les Comités en se partageant tranquillement les bénéfices qui revenaient aux propriétaires et aux détenteurs d'obligations. Les entreprises qui ne réalisaient pas de bénéfices aussi importants avaient un intérêt tout particulier à se mettre à l'abri de celles d'une plus grande puissance économique.

Comme certaines de ces industries, parmi les plus importantes, qui faisaient partie des S. E. U. de C., étaient constituées avec des capitaux étrangers, les ouvriers, maîtres absolus de la situation dans la zone rouge, craignaient que, dans l'avenir, on aurait pu leur retirer le bénéfice de l'usufruit de leurs confiscations, et ils exigèrent des gouvernements rouges la légalisation du nom de S. E. U. de C. en remplacement des noms légaux des entreprises, voulant ainsi justifier en droit une situation acquise déjà en fait. Le Gouvernement rouge, craignant les réclamations des Etats intéressés s'il accédait aux exigences et aux prétentions des ouvriers, ajourna ainsi de devoir signifier un refus aux masses et aux syndicats.

De cette façon, les soupçons n'étaient pas éveillés dans l'opinion internationale et les choses pouvaient continuer leur train. Mieux, on avait réalisé la spoliation et le Gouvernement feignait de n'en rien savoir, tout en la reconnaissant officiellement du moins, puis que toute la correspondance officielle envoyée aux entreprises d'énergie électrique était adressée aux « Serveis Eléctrics Unificats de Catalunya ».

On arriva ainsi en avril 1938 et la glorieuse armée de Franco conquiert brillamment la totalité des industries les plus importantes de Catalogne. Ce fut la fin des S. E. U. de C.

Ce que le Gouvernement rouge n'avait jamais voulu reconnaître, craignant la censure internationale, il le reconnut comme existant de fait. Il suffit que le Généralissime coupât les sources de cette grande industrie pour que Negrin promulgât un décret de dissolution des « S. E. U. de C. » et restituât ces industries à leurs propriétaires. La promulgation de ce décret par le gouvernement rouge est bien compréhensible si l'on tient compte de la situation angoissante dans laquelle se trouvaient les sept ou huit mille employés de ces industries depuis la perte des Centrales de grande production. On comptait aussi sur le retour des propriétaires pour payer les salaires et les frais qui ne pouvaient plus être recouvrés.

Il est inutile de dire que personne n'a répondu à cet appel désespéré, que la situation de ces industries devint désastreuse et qu'on attendait impatiemment une prompt libération pour les voir revenir, débarrassés de l'emprise marxiste, à leur état florissant.

HISPANICUS.

(« Metalurgia y Electricidad ».)

# Le drame des enfants espagnols

*L'effroyable drame de milliers d'enfants qui errent dans Barcelone et que les œuvres de secours nationales soignent et nourrissent*

Quand les rouges se sont enfuis, quand le « gouvernement républicain » est parti, cachant à la population l'imminence de la défaite, Barcelone était depuis longtemps dans un état de saleté repoussante.

Au moment où nous sommes arrivés, toute la ville sentait horriblement mauvais, toutes les rues et les larges avenues étaient encombrées d'ordures de toutes sortes. Le métro, les passages souterrains, les gares-refuges sont encore infestés et l'air irrespirable nous prend à la gorge. On se demande comment depuis des mois des êtres humains pouvaient vivre dans cet état à l'encontre des lois de la plus élémentaire hygiène.

Aujourd'hui, le nettoyage de Barcelone a commencé. Les services publics et la population font la toilette de la ville, principalement des grandes artères où les détritus et les débris de verre des vitrines brisées ont enfin disparu. L'eau coule partout à longueur de journée. La nuit, l'éclairage électrique qui fonctionnait maintenant sans arrêt, alors que depuis plus d'un an Barcelone était dans une obscurité presque totale, permet d'activer le gigantesque nettoyage qui rend à la ville sa coquette apparence depuis longtemps.

Mais chaque problème qui, dans la vie courante des peuples, trouve une solution logique et normale, revêt ici un aspect nouveau où le tragique se mêle constamment à la réalité.

## LA TOILETTE DE LA VILLE.

Depuis hier, en effet, cette toilette corporelle de Barcelone s'accompagne du sauvetage de quelques milliers d'enfants perdus que les services de l'Aide sociale s'ingénient à sauver de la misère de la rue.

Depuis quelques mois, Barcelone, à l'image de Moscou, était envahie par des légions de gosses abandonnés par leurs parents, qui trouvaient leur pitance dans les ordures, qui dormaient sous les porches ou dans les souterrains du métro et étaient laissés à leur triste sort par les autorités marxistes qui se désintéressaient totalement de ces êtres incapables encore de faire de la chair à canon.

La faim qui, depuis des mois tenaillait ces petites victimes innocentes de la folie des hommes, a été le plus précieux auxiliaire des services de secours nationaux pour faire rentrer tous ces enfants au bercail salubre des restaurants infantiles ouverts aujourd'hui.

## LA CHASSE AUX POUX.

Dans ce petit monde livré à lui-même, l'instinct de la conservation est très développé et ce matin déjà le bruit courait que des « señoras » venues de chez les « factieux » avaient apporté à manger et c'est par groupes de dix, vingt, trente que les jeunes femmes emmenaient ces gosses, d'abord dans des cliniques-hôpitaux, partout où des bains et douches pouvaient dégraisser ces malheureux bambins. Ce fut pendant des heures un lessivage imposant. Les aides aidaient ces femmes admirables venues des quatre coins de l'Espagne secourir leurs sœurs de Barcelone pour commencer à enlever la vermine à ces troupeaux d'enfants; la chasse aux poux, suivant la teneur générale, provoqua de nombreux cris et pleurs. La distribution de chocolats mit rapidement fin à

ces lamentations. Les plus atteints cependant, ceux couverts de croûtes suppurantes ou plaies sanguinolantes, furent internés, dans les hôpitaux mêmes. D'autres furent canalisés dans différents réfectoires où plusieurs milliers de repas chauds étaient préparés.

## L'EXTASE DES PETITS.

C'est à un de ces déjeuners qu'il m'a été donné d'assister. Depuis deux ans que je suis les opérations du front, j'ai vu beaucoup de misères, beaucoup de drames et de bien grandes douleurs; jamais je n'avais vu un spectacle plus émouvant que ces gosses blêmes et tremblants surpris devant leurs plats de soupe. Contrairement à ce que je prévoyais quand les enfants s'assirent, ce ne fut pas la ruée sur les assiettes fumantes. Il y eut une minute d'extase où, les nerfs crispés, ces petits affamés n'en croyaient pas leurs yeux. La première réaction se traduisit par des sanglots. Quelle chose atroce de voir ces gosses mourant de faim pleurer au moment où ils pouvaient réaliser leur plus beau rêve! Manger! Manger autre chose que des restes. Ils ne comprenaient pas. Il fallut d'abord expliquer avec force carresses, force embrassades que ce qui était devant eux était bien pour eux. Et quand le gros chagrin des uns fut apaisé, quand les crises nerveuses des autres furent calmées, ce fut la curée vers la soupe. Le riz, les gâteaux furent engloutis avec une joie tellement grande, un plaisir tellement vif que les jeunes filles servant tout ce monde, pourtant habituées, ne purent retenir leurs larmes.

Une gamine de cinq ou six ans et sa voisine de même âge à qui j'avais offert quelques bonbons auparavant, eurent un geste spontané : m'offrir une part de leur festin ! Après m'être exécuté, nous étions de vieux amis. J'ai voulu savoir d'où elles venaient. L'une et l'autre ignoraient. Leur nom, leur provenance, elles ne savaient plus rien. Valence ? Madrid ? Le passé est oublié, il efface la famille perdue, c'est le néant.

## FILS... DE STALINE.

A une autre table, un petit garçon tout souriant de sentir son estomac satisfait, se prête à la conversation. Il croit être de Santander. Je lui demande s'il se rappelle ses parents. Sa réponse négative ne fait pas bouger une fibre de son visage.

— Ton papa, comment s'appelle-t-il ?  
Et avec un calme effroyable de tous ces sans-famille, le petit me fit cette réponse :  
— Staline !

A côté de moi, une jeune fille de l'Auxilio Social ne peut retenir ses larmes. Prenant le front d'Estremadoure, avec de grands efforts, l'échec subi par eux est considérable, sans qu'ils aient pu conquérir un seul pouce de terrain. Jusqu'aujourd'hui, ils ont abandonné 6.527 cadavres qui ont été enterrés par nos for-

(Le Journal, 1-2-39.) Jean MAROT.



Les réfugiés espagnols à Prats de Mollo.



Un train de réfugiés à Lyon.



Les camions d' « Auxilio Social » arrivent à Tarragone.

## L'ECHEC ROUGE EN ESTRÉMADOURE

Salamanque, 3. Depuis que les rouges ont commencé leur offensive sur le front d'Estremadoure, avec de grands effectifs, l'échec subi par eux est considérable, sans qu'ils aient pu conquérir un seul pouce de terrain. Jusqu'aujourd'hui, ils ont abandonné 6.527 cadavres qui ont été enterrés par nos for-

ces, 6.484 prisonniers ont été faits et nous nous sommes emparés de plus de 200 mitrailleuses et fusils mitrailleurs, de près de 4.000 fusils à répétition. Nous avons pris 12 tanks et en avons détruit 32. Des dépôts de munitions, des mortiers et du matériel de guerre divers sont aussi tombés en notre pouvoir.

*Un intolérable scandale. Quand la Belgique rendra-t-elle aux parents espagnols leurs enfants qu'ils réclament avec désespoir ?*

« Rendez-moi mon enfant chéri, je vous en supplie ! »

Qui donc peut résister à cet appel désespéré ? Se peut-il que, par suite de passion politique, des hommes soient à ce point fermés à tout sentiment humain que la plainte déchirante d'une mère ne parvienne plus à les émouvoir ? Hélas ! il en est bien ainsi et l'enquête que nous venons de terminer nous ouvre brutalement les yeux sur l'effroyable duplicité de certaines âmes.

Supportera-t-on longtemps encore dans notre pays que dans des régions espagnoles on traite les Belges de « mangeurs d'enfants » parce que des individus s'obstinent à rester sourds aux supplications de malheureux mamans et de papas angoissés ?

Nous les rappelait-on assez, et sur tous les tons, les bienfaits de l'Espagne pendant la guerre ! Mais il s'agit alors d'abandonner la politique de non-intervention et de nous immiscer ainsi dans un conflit auquel la plus élémentaire prudence nous commande de rester étrangers. On pourrait aujourd'hui rappeler utilement les interventions de l'Espagne lors des déportations décriées en Belgique par l'envahisseur et exprimer la reconnaissance de la Belgique en renvoyant dans leurs foyers les pauvres petits que leurs parents réclament à cor et à cri.

Nous avons accueilli dans notre pays de 15 à 1600 enfants basques pris en charge par la Croix-Rouge de Belgique et répartis entre quatre groupements : les œuvres catholiques, patronnées par le cardinal Van Roey; le Comité neutre, présidé par M. P.-E. Janson et dont fait partie notamment le sénateur socialiste Rolin; les œuvres du P. O. B.; enfin, le secours rouge international (organisme communiste).

Chacun de ces groupements a placé les enfants espagnols soit dans des colonies, des pensionnats ou des orphelinats, soit chez des particuliers, qui en ont fait la demande.

## CORRESPONDANCE DETOURNEE.

Tout cela est fort bien et l'on ne saurait trop louer ceux qui, par pure charité, accueillent avec bonté les petits déshérités d'Espagne et leur réservent une place de choix à leurs foyers. Mais on sera d'accord avec nous pour penser qu'après avoir soigné ces enfants comme les leurs, le premier devoir des hébergeurs et des organismes charitables était de faire l'impossible pour entrer en relation avec les parents de leurs protégés dans le plus bref délai. Certes, les hébergeurs qui ont une conscience, s'y sont employés de leur mieux. Ils se sont malheureusement heurtés aux plus grandes difficultés et c'est ainsi qu'ils purent constater que de nombreuses lettres adressées par leurs protégés à leurs parents, et vice-versa, ne parvenaient pas à destination. Ont-elles été détournées ? Est-ce en Belgique ? Est-ce en France ? On serait curieux de le savoir et nous avons l'impression que certaines personnes seraient parfaitement à même de nous renseigner à ce sujet.

Toujours est-il que pour parvenir à permettre à des parents et à leurs enfants de s'écrire, on a été obligé de confier à l'administration postale d'Aix-la-Chapelle les lettres des jeunes réfugiés espagnols et de faire adresser en Allemagne les réponses par poste restante.

Nous pourrions nommer une dame qui s'occupe avec dévouement de nos petits hôtes et qui a été obligée de donner ses huit jours à sa bonne pour que celle-ci puisse s'introduire comme servante dans une colonie où elle récoltait subrepticement des lettres qu'elle rapportait à son ancienne patronne. Par ce subterfuge, cette dame parvenait à donner aux parents espagnols des nouvelles de leurs enfants et à en procurer d'Espagne et par le même truchement aux malheureux pensionnaires qui en eussent été privés sans cela.

## CEUX QUI ONT PU RENTRER CHEZ EUX.

Heureusement, les œuvres catholiques ont, après avoir choyé les enfants qui leur furent

confiés, elles arrivèrent rapidement à retrouver et à se mettre en rapport avec leurs parents. Deux prêtres assumèrent la charge des démarches, des recherches et des enquêtes. Les demandes de rapatriement furent méticuleusement étudiées et, aujourd'hui, la plupart des enfants hébergés par les œuvres catholiques, ont été rapatriés, deux dames les ayant ramenés à leurs parents en trains spéciaux, via Paris.

## AU COMITE NEUTRE.

Avant d'être premier ministre, M. P.-E. Janson, président du Comité neutre, avait pris donné l'exemple de la charité bien comprise. Des mesures identiques... en principe. La procédure est claire. Il faut être certain que ce sont bien les parents qui réclament le rapatriement de leurs enfants. Leurs demandes doivent être légalisées par le consul de Belgique qui déclare conformes les certificats de pouvoirs. Les demandes sont transmises en Belgique, soit aux comités, soit aux hébergeurs.

Or, au Comité neutre comme dans les autres, les dossiers devaient être examinés par ses membres. En réalité, les parents espagnols se sont heurtés à un sabotage inouï. Empressons-nous d'ajouter que ce sabotage était pratiqué à l'insu de M. P.-E. Janson, comme on le verra plus loin.

Certain hébergeur, dont nous pourrions citer le nom, a dû se livrer jusqu'à 52 démarches (lettres, visites, etc.) avant d'obtenir le rapatriement d'un enfant, toutes les garanties, justifiant leur demande, ayant été pourtant fournies par les parents.

Que s'était-il passé ? M. P.-E. Janson ayant assumé les fonctions de premier ministre, M. Rolin se substitua à lui au Comité neutre. A lui devait revenir le soin d'examiner les dossiers.

Que fait M. Rolin ? Il passe arbitrairement les dossiers à un étranger, à un certain Marcos Boldu.

## UNE LOUCHE OFFICINE.

Qui est-ce Marcos Boldu ? Un cordonnier. Vous avez bien lu, un cordonnier. Anarchiste notoire, il s'est installé à Bruxelles dans une boutique de la Longue-Vie sous l'enseigne « Cordonnerie espagnole Marcos ». C'est dans l'arrière-boutique de cet Espagnol — cet Espagnol de l'armée en déroute, dirait Victor Hugo — que sont reçus les hébergeurs soucieux de rendre des enfants à leurs parents.

Quelles sont les qualités du Boldu en question pour s'être vu reconnaître par M. Rolin une compétence quelconque en matière de rapatriement ? Et à quoi sert la légation ou le consul espagnol ? Ah ! voilà, le cordonnier anarchiste est aussi président de la « Casa de Cataluña ». Il faut croire qu'être président de la « Casa de Cataluña » confère au titulaire de ce titre une puissance extraordinaire.

Et la conversation s'engage :  
L'HEBERGEUR. — Je voudrais rapatrier l'enfant que j'ai recueilli.  
BOLDU. — Où doit-il rentrer ?  
L'HEBERGEUR. — A tel village.  
BOLDU. — Mais c'est chez Franco !  
L'HEBERGEUR. — Certes, et après ?  
BOLDU. — Je m'y oppose.  
L'HEBERGEUR. — Pourtant ses parents le réclament.

BOLDU. — Je vous dis que je m'y oppose.  
L'HEBERGEUR. — Pourtant M. Janson, BOLDON. — Quoi, M. Janson ? Moi, Boldu, je ne veux pas. Un point c'est tout.

Heureusement, l'hebergeur ne s'est pas laissé intimider. Il s'est rendu chez M. Janson, qui ignorait tout, bien entendu, de cette étonnante procédure. Et l'enfant a été rendu à ses parents. Mais c'est là un cas. Il en est d'autres où, par suite de l'inqualifiable intervention de Boldu, des enfants sont toujours séparés de leurs parents malgré les lettres, les prières, les supplications ! Laissons-t-on M. Boldu, cordonnier, se livrer tranquillement à ses petits exercices ?  
(La Nation Belge.) SINTAIR.

# EXPORTATION ET IMPORTATION



## Matériel "LA" pour mines, carrières et travaux publics.

HOUDENG-GOEGNIES (Belgique)

**ACIERS**  
**Echevarria, S. A.**  
ACIERS  
1, Calle de la Estación  
BILBAO

**BATEAUX**  
**COMPAGNIE "EUSKALDUNA"**  
Construction et réparation de bateaux  
2, plaza de Bélgica  
BILBAO

**ARMES**  
**Fabrique d'armes à feu "STAR", S. A.**  
EIBAR (Espagne)

**BOIS**  
**Compania Internacional de Maderas**  
Suc. de C. Dupin & Cia  
BADAJOZ

**BANANES**  
**Exportation de bananes**  
Hijos de Diego Betancor  
LAS PALMAS (Iles Canaries)

**CONSERVES**  
**Conserves de poisson "ALBO"**  
VIGO (Espagne)

**CIMENTS PORTLAND**  
**CIMENT PORTLAND EXTRA-BLANC HARMIBLANC ASBESTE — CIMENT COVERIT**  
SOC. AN. DES CIMENTS PORTLAND ARTIFICIELS BELGES D'HARMIGNIES  
18, RUE DU MIDI BRUXELLES

**CONSTRUCTIONS METALLIQUES**  
**Société Anonyme des Ateliers de Construction de Jambes-Namur**  
JAMBES (Belgique)

**CORDERIE**  
**Corderies d'Ans et Câbleries de Renory**  
S. A. RENORY-ANGLEUR  
Liège (Belgique)

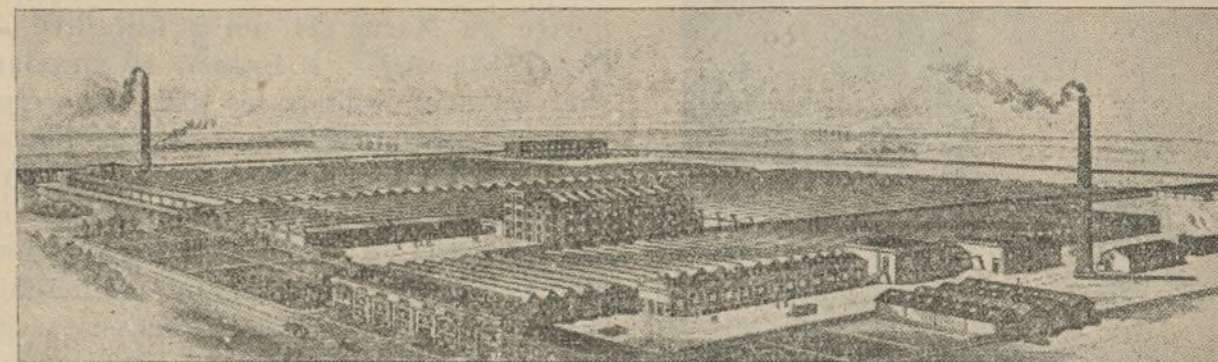
**ENGRAIS**  
**Union Espagnole d'Explosifs Engrais minéraux**  
Mines de potasse de Cardona (Barcelone)  
Orueta, 6 BILBAO

**HUILE**  
**Exportation d'huile et d'olives**  
**Hijos de Ibarra**  
Seville

**RAISINS SECS**  
**Raisins secs, amandes, huile**  
**Francisco López y López**  
27, San Lorenzo Malaga

**HUILE**  
**Huiles fines d'olive**  
**Miguel G. Longoria & C<sup>ia</sup>**  
Calle de Oriente Seville

**SUCRE**  
**Sociedad General Azucarera de Espana**  
26, San Clemente Saragosse



**C. Marchant & C. Stichelmans**  
Société Anonyme Termonde Capital : 8.500.000 frs  
Spécialité de TOILES en pur lin — Toiles mixtes blanches et couleurs  
Cotons en tous genres  
**TAPIS : imitation parfaite d'ORIENT**  
BUREAUX DE VENTE : PARIS — LONDRES — NEW-YORK

**VINS**  
**Cognac « Fundador »**  
(1874)  
**Pedro Domecq**  
Jerez de la Frontera (Espagne)

**VINS**  
**Vins « Rioja »**  
Compania Vinicola del Norte de Espana  
Haro Espagne

**VINS**  
**Cognac « SOBERANO »**  
**González Bias**  
Jerez de la Frontera (Espagne)

**VINS**  
**Xérès « Macharnudo »**  
M. Antonio de la Riva  
Jerez de la Frontera (Espagne)

**VINS**  
**Manzanilla « EL ROCIO »**  
Vda. de Manjón  
Sanlúcar de Barrameda (Espagne)

**VITRAUX**  
**Vitraux artistique**  
**Basurto - Miyar - Gonzalez**  
4, Villafranca León (Espagne)

# Une révolution dans le régime de justice sociale

## DROIT DE TRAVAIL POUR LES PRISONNIERS ET REMISE DE PEINE PAR LE TRAVAIL

## LA RÉGLEMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES EN ESPAGNE NATIONALE

La copieuse législation que l'Espagne Nationale a élaborée en matière sociale s'est enrichie d'une mesure montrant la conception de justice sociale qui préside à l'œuvre législative du nouvel État et le traitement humanitaire que reçoivent les détenus non accusés de délits de droit commun, ce qui contraste avec la situation de la zone rouge où les prisonniers politiques sont l'objet de traitements les plus cruels, aussi bien dans les sinistres Tchekas qu'au cours des procès de soi-disant Tribunaux agissant sous le signe de la férocité.

Il s'agit d'un ordre du Ministère de la Justice, daté du 7 octobre, et ayant pour objet de réglementer le travail des détenus non accusés de droit commun.

Voici une partie de l'exposé de cette importante mesure :

« Le décret n° 281 du 28 mai 1937 proclame le droit au travail des détenus non poursuivis pour délits de droit commun, qui peuvent être employés comme manœuvres ou pour tous autres travaux, compte tenu de leur âge, de leurs capacités et de leur bonne conduite.

« L'organisation et l'utilisation du travail des détenus a comme conséquence, d'après ce décret, le paiement à leurs familles, d'une somme de 2 pesetas; cette somme est fournie par celle de 1,50 pesetas qui est payée aux détenus pour leur entretien, et celle de 0,50 qui leur est remise. La femme du détenu touchera une peseta de plus pour chaque enfant de moins de quinze ans vivant avec elle, jusqu'à concurrence du total atteint par le salaire d'un manœuvre dans la localité.

« A côté de l'aide matérielle subvenant à la vie physique, stipulée par le décret en question, il convient que les organismes chargés de ce subsidie aient la vocation d'apostolat nécessaire pour compléter cette œuvre d'assistance matérielle, par l'amélioration spirituelle et politique des familles des détenus, et des détenus eux-mêmes. De là, la nécessité de créer dans chaque ville ou village où se trouveraient des familles de détenus travaillant, un ou plusieurs Comités locaux Pro-Détenus composés d'un représentant du maire, du curé, d'un autre membre féminin choisi parmi les éléments les plus recommandables et les plus charitables, ayant pour mission de recevoir les sommes destinées aux familles des détenus travaillant, et de les remettre à ces familles. Ces comités contrôleraient, en visitant les bénéficiaires, les allocations de salaires correspondant à chaque famille du fait de l'augmentation ou de la diminution des personnes ayant droit aux subsidies; ils recueilleraient les duplicatas des reçus des sommes remises aux familles et s'efforceraient, en outre, de soulager les besoins de celles-ci dans un esprit de véritable assistance et de solidarité sociale, stimulant, dans la mesure du possible, l'éducation des enfants des

détenus dans le respect de la loi de Dieu et dans l'amour de la Patrie. Ces comités se mettraient en rapport, à cet effet, avec les autres autorités et organismes publics locaux et avec le Patronage Central de la Direction du Service National.

« D'autre part, le Patronage qui est établi au Ministère aura pour mission de diriger les services spécifiques ci-dessus signalés et de poursuivre la sélection des personnes pouvant collaborer aux travaux des Comités locaux; l'organisation, par l'utilisation des compétences nécessaires, des bibliothèques des établissements pénitentiaires, et les livres, brochures et articles de journaux, devant être lus en commun dans ces établissements, aux heures indiquées; l'organisation de groupes de conférenciers, dont les sujets seront préalablement indiqués, qui doivent réaliser auprès des détenus une œuvre de propagande politique et civique, ainsi que la direction, la propagation et l'appui des initiatives privées qui ont commencé à se faire pour aborder l'œuvre capitale consistant à libérer les prisonniers et leurs familles du poison des idées de haine et d'anti-Patrie en les remplaçant par celles d'amour mutuel et d'étroite solidarité entre les Espagnols.

Dans la partie fixant les règles à établir, après avoir parlé des organismes auxquels est confié ce service, le Patronage Central et les Comités locaux, on stipule les attributions du Patronage Central, parmi lesquelles nous devons signaler les suivantes :

« Proposer également au Gouvernement, à la fin de chaque année, la remise d'un certain nombre de jours de peine en faveur des détenus ayant travaillé effectivement un nombre de jours donné avec un rendement réel non inférieur à celui d'un ouvrier habile et libre, d'après un certificat établi par un accord entre les Directeurs des établissements pénitentiaires et les chefs ou directeurs des travaux et confirmant une conduite irréprochable par un rapport du Conseil de Discipline de l'établissement.

« Proposer à la direction le changement de résidence des détenus qui le mériteraient par leur excellente conduite et leur assiduité au travail, lorsque ceux-ci le demanderont pour entrer dans des établissements de réclusion plus proches de la résidence de leurs familles.

« Ordonner et diriger les activités privées dans le sens d'exercer auprès des détenus une propagande appropriée, de caractère politique et civil, en organisant des groupes de conférences, et en fixant préalablement les thèmes variés qui devront y être développés.

« Fournir en les munissant des compétences nécessaires, les bibliothèques des établissements pénitentiaires et se procurer directement les livres, brochures,

revues et journaux, devant être lus en commun dans ses établissements, aux heures qui seront désignées.

« Stimuler la propagande religieuse et la pratique religieuse des détenus, en aidant dans leur tâche les prêtres ou les personnes ou organismes ecclésiastiques ou séculiers offrant les garanties désirables et désirant consacrer leur activité à l'amélioration morale et religieuse des détenus.

« Le régime des assurances et du travail supplémentaire est réglé de la façon suivante :

« Art. 7. — Le paiement de toutes les assurances sociales établies avec un caractère obligatoire en faveur des ouvriers libres, comme les assurances de vieillesse, accidents du travail, invalidité et chômage, sera à la charge de l'entreprise ou du patron au service duquel travailleront les détenus.

« Par exception, le montant qui devra être payé aux ouvriers pour l'assurance sur la vieillesse sera versé intégralement par les patrons ou les entreprises au service desquels ils travailleront, lorsqu'ils n'auront pas droit au subsidie familial.

« Art. 8. — Le supplément de salaire qui pourrait provenir du fait d'un supplément de travail de la part de ceux qui feraient des heures supplémentaires ou des travaux à forfait sera remis dans tous les cas aux familles dans la mesure déjà indiquée; ce supplément pourrait cependant remettre au compte du détenu à l'établissement les sommes qu'elles désiraient, après les avoir touchées par le canal des Comités locaux.

« En ce qui concerne les ouvriers ne possédant pas de famille ayant droit aux subsidies, les sommes qui leur reviendront à titre de travail à forfait leur seront intégralement remises.

« Droit au travail, remise de peine comme récompense de ce travail, assistance aux familles, régime d'assurance en faveur des détenus; telle est la façon dont l'Espagne Nationale traite ses prisonniers politiques. Son activité législative est une preuve constante de son esprit chrétien, de son esprit d'humanité et de générosité.

## Au secours des otages

Burgos, 3. — La note officielle suivante vient d'être publiée :

« L'Espagne Nationale considère favorablement la générosité française qui apporte son aide aux femmes et aux enfants innocents que les bourreaux rouges poussent vers la frontière.

« Aucun danger ne les menace dans l'Espagne de Franco où ils seraient reçus et protégés comme des frères. Mais il semblerait équitable, juste et humain que la France mette un prix à cette générosité en exigeant des rouges que les centaines de prisonniers qui ont été emmenés de toutes les localités de

Le N° 118 du Bulletin Officiel de l'Etat Espagnol, publie le décret du Ministère de l'Organisation Syndicale approuvant le règlement sur l'application de la loi du 18 juillet 1938, qui établit le régime des allocations familiales obligatoires.

D'après l'article premier du règlement :

« Le régime des allocations familiales a pour objet de fournir aux travailleurs qui travaillent pour le compte d'autrui une aide économique en rapport avec le nombre de personnes à leur charge vivant dans leur foyer, et l'équitable répartition du montant de cette aide entre tous ceux qui doivent contribuer à son paiement.

L'article 2 établit le caractère obligatoire de l'allocation, dans les termes suivants :

« Ce régime est obligatoire pour tous les patrons occupant en Espagne des ouvriers, des employés et des fonctionnaires, quelle que soit la sorte de travail qu'ils réalisent, la façon dont ils sont rémunérés et l'importance de la rétribution qu'ils reçoivent pour leur travail, sans autres exceptions que celles qui sont exprimées dans ce règlement.

L'article 9 établit légalement le caractère obligatoire de cette sorte d'assurance :

« Tous les Espagnols travaillant pour le compte d'autrui quels que soient leur âge, leur état civil, leur sexe, la nature et l'importance de leur rémunération, seront obligatoirement assurés.

« Malgré ce qui est stipulé dans le paragraphe précédent, les travailleurs étrangers seront assurés lorsqu'il existera avec leur pays une réciprocité reconnue par un ordre du Ministère de l'Organisation et de l'Action Syndicales, ou mentionnée dans les traités ou dans les conventions internationales.

« Les sujets portugais, ceux d'Andorre et ceux des pays hispano-américains sont assimilés aux travailleurs espagnols en ce qui concerne le régime des allocations familiales.

L'article 11 précise les personnes qui devront bénéficier de l'assurance :

« Les enfants légitimes, les enfants

naturels reconnus et les enfants appartenant seulement à l'épouse seront admis au bénéfice de l'assurance pendant une période d'un an après la fin de la guerre.

« Il en sera de même des petits-enfants ou des frères de l'assuré n'ayant pas droit au subsidie d'autre part, dont les parents seraient morts ou seraient atteints d'incapacité de travail.

« Ils devront tous réunir les conditions suivantes :

a) Vivre en Espagne chez l'assuré et à sa charge. Ceux qui vivraient en dehors de la maison de l'assuré ne pourraient être considérés comme admis au bénéfice de l'assurance que dans certains cas dont la Caisse Nationale jugera librement.

b) Avoir au moins 14 ans ou avoir été déclarés absolument incapables au travail avant d'avoir atteint cet âge.

« Le Ministère de l'Organisation Syndicale décidera à la date voulue et en tenant compte de la situation financière du Régime, par un ordre dont la décision sera prise au Conseil des Ministres, de l'augmentation des catégories de personnes admises à bénéficier de l'assurance et de l'élévation de l'âge maximum prévu.

L'égalité et l'inaliénabilité de l'allocation familiale sont ainsi établies par les articles 12, 14 et 15 :

« L'allocation familiale sera égale pour tous les ayants-droit et sera en rapport avec le nombre de personnes qu'ils auront à leur charge, quelle que soit la catégorie du travailleur, sa rétribution et la cotisation qui aura été payée pour lui.

« L'allocation familiale ne peut être l'objet de cession, de rétention ni de saisie.

« Ce n'est pas un super-salaire.

« L'allocation n'est pas une partie du salaire et en conséquence elle ne sera comptée comme telle en aucun cas, aussi bien quand la rétribution servira de base pour l'établissement d'autres assurances, que dans un but fiscal.

L'échelle des allocations (article 16) est la suivante :

| Nombre d'enfants | Allocation mensuelle Pesetas | Allocation hebdomadaire Pesetas | Allocation quotidienne Pesetas |
|------------------|------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
| 1                | 15                           | 3 75                            | 0 65                           |
| 2                | 22 50                        | 5 65                            | 0 95                           |
| 3                | 30                           | 7 50                            | 1 25                           |
| 4                | 40                           | 10                              | 1 65                           |
| 5                | 50                           | 12 50                           | 2 10                           |
| 6                | 60                           | 15                              | 2 50                           |
| 7                | 75                           | 18 75                           | 3 15                           |
| 8                | 90                           | 22 50                           | 3 75                           |
| 10               | 105                          | 26 25                           | 4 40                           |
| 11               | 125                          | 31 25                           | 5 20                           |
| 12               | 145                          | 36 25                           | 6 05                           |

« Chaque enfant ou assimilé au-dessus du nombre de 12 entraînera une augmentation d'allocation mensuelle de 25 pesetas qui sera répartie hebdomadairement.

dairement et quotidiennement dans les proportions correspondantes.

« Le décret fixe comme suit les recettes destinées à subvenir au paiement des allocations familiales :

« Art. 22. — L'Etat, les patrons et les assurés contribueront au maintien du régime des allocations.

« Art. 23. — L'Etat y contribue pour le moment par le capital de fondation de la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

« Art. 24. — Les patrons et les assurés auxquels s'étend le régime des allocations y contribueront par une cotisation initiale, et par une cotisation normale; toutes deux seront proportionnelles à la rétribution des assurés.

« Art. 25. — La cotisation initiale, exclusivement à la charge du patron et exigible une seule fois de chaque patron au moment où commencera à fonctionner le régime, sera du double de la cotisation normale mensuelle.

« Art. 26. — La cotisation normale est fixée provisoirement pour la première année à 6 p. c. du salaire ou du traitement.

« Le montant ultérieur de cette cotisation sera fixé par le Ministère de l'Organisation et de l'Action Syndicale sur la proposition de l'Institut National de Prévoyance.

« Art. 28. — Les patrons payeront pour leur propre compte les 5/6 de chaque cotisation et pour le compte de leurs ouvriers et employés le 1/6 qui restera et qui sera retenu à chacun d'eux sur sa rétribution respective.

« Art. 29. — En vertu du paragraphe c) de la 2<sup>e</sup> Partie de la 6<sup>e</sup> Base de la Loi du 18 juillet 1938, au moment où les Délégations des Finances détermineront les contributions sur les bénéfices de la richesse mobilière, chaque entreprise distribuant un dividende supérieur à 6 p. c. par an ou qui l'aurait obtenu sans le distribuer, aura à sa charge une contribution de 10 p. c. sur le total de cet excédent, considérée comme une charge spéciale destinée à subvenir au régime obligatoire des allocations familiales.

« Cette contribution à la charge de l'actionnaire sera retenue par l'entreprise et versée par celle-ci au Trésor. » En résumé, il s'agit d'un régime d'allocations familiales basé sur l'égalité et l'inaliénabilité, dont les frais sont assurés par l'Etat, par les patrons, par les assurés pour une part infime, et par une contribution sur les bénéfices dépassant un certain taux.

Il est intéressant de faire connaître l'activité législative de l'Etat Espagnol. La simple traduction des textes suffit pour prouver jusqu'à l'évidence qu'on est en train de réaliser en Espagne une grande œuvre constructive basée sur des idées hardies de justice sociale et de solidarité entre les classes.

## « FRANCO, Dictateur inconnu »

Conférence par M. Pierre BONARDI



C'est devant une salle comble et que l'on devine curieuse, que le sympathique orateur, au langage familier et franc, qu'est M. Bonardi, prend la parole.

« Franco, dictateur inconnu ! » Pourquoi donc inconnu ?

Pas plus que nous, Français, ne connaissons le nom du général qui commande les troupes du Maroc et du Levant, les Espagnols ne connaissent Franco. Pour le paysan de la Navarre ou de la Castille, le Maroc c'était la colonie lointaine de par delà les mers, et personne n'avait jamais entendu prononcer le nom du jeune officier qui y commandait les troupes indigènes.

Né en Galice, il ne peut, comme son père et ses frères, faire carrière à la marine; il s'engage à l'armée, fait des études à Tolède et, sous-lieutenant à dix-huit ans, il est envoyé, sur sa demande, au Maroc. Ce n'est pas la quantité qu'il y trouvera, car partis au nombre de 45 en 1908, il ne sont plus que 5 en 1913, l'année, la seule peut-être, où un instant la Chance manquera à cet homme que le Destin a marqué : Franco est blessé, et c'est à nouveau à Oviédo qu'il passera les quelques mois nécessaires à sa convalescence.

Franco est l'un de ces hommes que le Destin a marqué !

En effet, ne nous paraît-il pas invulnérable ? Il semble ne pas connaître la mort; calme, il est toujours à l'avant; tous tombent autour de lui, mais il reste debout au milieu de la mitraille; tous ces noms qui maintenaient nous sont familiers, Millan Astray, Mola, Sanjurjo... tous ceux-

là sont tombés à ses côtés blessés ou touchés mortellement.

Général à 32 ans le plus jeune d'Europe, après une brillante victoire remportée au Maroc, et qui a fait dire au grand Lyauté : « Franco et Graziani sont les deux soldats les plus remarquables de notre temps », il semble devoir quitter pour longtemps cette terre d'Afrique, puisqu'il est nommé directeur de l'Ecole Militaire à Saragosse où une longue tâche de redressement l'attendait. Sans doute, là aussi, a-t-il réussi, si jugeant l'arbre à ses fruits, nous apprenons que parmi ses élèves figurent ceux dont la gloire sera éternelle : les cadets de l'Alcazar.

Appelé ensuite à Madrid, il est chargé de réprimer la révolte des Asturies. Sans doute, dans les hautes sphères, a-t-on reconnu sa valeur. Il parviendra à étouffer l'insurrection en faisant couler le moins de sang possible.

Chef de cabinet de Gil Robles, au Ministère de la Guerre, le front populaire ne verra cependant en lui qu'un suspect et on l'envoie aux Canaries.

C'est alors que, avec l'aide des généraux Sanjurjo, Godea et Mola, il prépare la rébellion. Mais en lui ne s'est pas encore révélé l'homme politique; Franco prépare l'insurrection parce qu'on l'empêche de servir sa patrie, la république espagnole.

Franco n'est pas un de ces hommes comme Hitler ou Mussolini, qui ait groupé autour de lui des centaines de disciples ou d'adeptes, qui ait organisé des meetings, des manifestations; ce n'est pas non plus un homme comme Bonaparte que des campagnes retentissantes ont rendu célèbre. Non, Franco n'est rien de tout cela, c'est le conjuré, inconnu de tous, qui n'a passé qu'une petite partie de sa vie dans sa patrie. Seuls, ses soldats indigènes le connaissent; pas un, d'ailleurs, ne recula à son appel.

Un fait, quasi miraculeux, va se passer : Franco va recevoir de ceux qui ne le connaissent pas tous les pouvoirs. On le proclame « Chef de la Nation ». El Caudillo ! Et les faits nous montrent que tous ceux qui, sans le connaître, ont connu, sans hésitation aucune, ces pou-

voirs à Franco, n'ont pas vu leurs espérances déçues.

C'est lui, puisque Sanjurjo n'est plus, qui sera le chef suprême de l'armée, et nous ne pouvons qu'admirer la façon magistrale et tellement humaine avec laquelle le généralissime a conduit la guerre. Oui, tellement humaine, car Franco, cet homme aux nerfs d'acier qui ne se laisse jamais surprendre ou émouvoir, la bataille de Teruel nous l'a montré dans toute sa force. Il n'a pas fait attention aux clameurs qui venaient jusqu'à lui : « Plus vite, plus vite ! les cadets de l'Alcazar ne pourront résister plus longtemps ». Il ne s'est pas laissé émouvoir, il n'a pas fait accélérer la marche des troupes, et cependant... il a délivré l'Alcazar. Pour pouvoir faire montre d'une telle insensibilité, Franco vraiment devait être extrêmement sensible.

A côté du chef militaire, il y a le chef civil, et, dans ce domaine, Franco n'a pas non plus déçu ceux qui lui avaient donné leur confiance. Il se trouvait devant trois formations bien déterminées :

Les Requetes, traditionnalistes pour qui toute la vie se résume en trois mots : Dieu, Patrie, Roi. Ceux-là, dès le début de la révolution, se levèrent avec une foi et une énergie désespérée.

La Phalange, une poignée de jeunes gens décidés qui avaient juré de libérer l'Espagne de la tutelle marxiste. Ils possédaient une doctrine d'ordre nouveau bien définie et un programme social.

Tout près de la Phalange, il y avait encore la Junte offensive Nationale Syndicaliste, dirigée par un avocat de Valladolid, Redondo.

Franco comprit que l'unité était nécessaire dans la paix comme dans la guerre. Il fit organiser une cérémonie qui devait consacrer solennellement l'union des trois partis nationalistes. Le 2 décembre, en effet, tous les représentants de l'Espagne, généraux, ecclésiastiques, hommes politiques, sont réunis au monastère de Las Huelgas, près de Burgos. Tous attendent le Chef. Il arrive en auto, seul, revêtu d'un uniforme très simple et sans escorte. Tous ensemble assistent à la messe, et puis, sans prérogatives, sans distinction de rang hiérarchique, cha-

cun entre dans la grande salle Capitu-laire et va s'asseoir à la place qu'il veut. On croirait assister à un grand conseil de famille, ou mieux à une noce, et, en effet, on va marier les trois mouvements nationalistes espagnols et tous vont jurer fidélité à l'Espagne.

Les trois premiers membres du Grand Conseil d'Espagne sont trois femmes : la première, c'est la sœur de José Antonio Primo de Rivera, la seconde représente les Requetes et la troisième les J.O.N.S.

Ainsi ce grave problème que certains croyaient insoluble, à savoir l'union de la Phalange, des Requetes et des J.O.N.S., s'est résolu de la façon la plus touchante et la plus élégante qui soit. Par un geste de courtoisie tellement significatif, la Phalange devient « La Phalange traditionnelle », et ainsi, sans un heurt, dans un même élan de patriotisme, main dans la main, tous les Espagnols ont juré de servir l'Espagne jusqu'à la mort. Celui qui appelle chacun des 52 membres du Grand Conseil d'Espagne pour leur faire prêter serment, c'est Fernandez Cuesta, le successeur de José Antonio. Echangé contre un prisonnier rouge, il est le secrétaire général de la Phalange, le deuxième homme d'Espagne. C'est en lui que Franco a placé sa confiance, car ces 52 hommes qui viennent de prêter serment, Franco ne les connaît pas. C'est Fernandez Cuesta aussi qui a énoncé les 26 points de la Phalange dont un seul peut donner tout le sens : « Le Capital sera associé courtois et déférent du travail ou il sera confisqué ». C'est encore Fernandez Cuesta qui a dit : « Si vous vous figurez que vous avez fait cette révolution qui a coûté tant de vies à l'Espagne pour rendre à ceux qui n'ont pas su prévoir et prévenir, leur ancienne quiétude, vous vous trompez ».

Quant à la différence entre le programme social de la Phalange et le communisme, insiste Bonardi, c'est que la Phalange respecte ce que le communisme prétend détruire : Dieu, la Patrie, le profit, c'est-à-dire la juste récompense du travail.

M. Bonardi termine cette conférence en affirmant que l'Espagne Nouvelle sera un « exemple magnifique pour l'humanité » et qu'elle la tribune au milieu de l'enthousiasme général et des acclamations les plus chaleureuses.

JEAN UBAGHS.

## Rapprochement belgo-espagnol

Un banquet à Liège.

La Légion Nationale a offert, le samedi 4 février, à Liège, un banquet en l'honneur de Son Excellence M. de Zulueta et à l'occasion de la prise de Barcelone.

A la mémoire des Légionnaires belges tombés en Espagne.

Une messe solennelle a été chantée, dimanche, en l'Eglise de la Trinité, à Bruxelles, pour le repos de l'âme des membres de la Légion Nationale tombés en Espagne dans les rangs de l'armée du Général Franco.

Le catafalque était recouvert des drapeaux belge et espagnol.

Prochain banquet à Liège.

L'Union Hispano-Belge (A.S.B.L.), informe qu'elle offrira un dîner le samedi 18 février à 20 heures de relevée dans les nouveaux salons de l'hôtel du « Phare », place du Maréchal Foch, à Liège, à Son Excellence M. de Zulueta, représentant officiel en Belgique de

De très nombreuses personnalités de l'élite liégeoise et du monde industriel assistaient à cette manifestation qui fut empreinte de la plus grande cordialité.

Plusieurs discours furent prononcés.

De nombreuses personnalités avaient pris place dans le chœur de l'église. Une haie d'honneur était constituée par les jeunes gardes de la Légion Nationale.

Monsieur l'Abbé Domkenne prononça un sermon dans lequel il exalta le sacrifice de ceux qui ont donné leur vie pour barrer la route à la barbarie rouge.

A la fin de l'office, la « Brabançonne » et l'hymne national furent joués en sourdine.

Son Excellence le Généralissime Franco, à l'occasion de la reconnaissance du gouvernement de Burgos.

Les personnes qui désirent assister à ce dîner peuvent demander des invitations en s'adressant au siège social, à la Galerie de la Sauvenière, à Liège. Tél. : 221.07.

## APPEL EN FAVEUR DES ÉGLISES D'ESPAGNE

Les Amitiés Belgo-Espagnoles ont décidé de donner à leurs amis d'Espagne un témoignage tangible de leur admiration pour la noble nation catholique, en reconstruisant une des églises de Madrid qui aura le plus souffert de la barbarie rouge.

Par ce geste les Amitiés Belgo-Espagnoles sont certaines de toucher le cœur de tous les vrais espagnols.

Elles veulent aussi, en élevant dans une terre sanctifiée par le sang d'une légion de martyrs, une église dédiée à la Très Sainte Vierge, patronne de l'Espagne, élever vers Dieu une prière perpétuelle pour qu'il nous donne la paix.

Une somme de deux millions de francs est estimée nécessaire pour mener à bien cette grande et belle initiative.

Aussi n'hésitez pas à donner largement pour soutenir cette œuvre qui s'honore du patronage de Son Eminence le Cardinal Goma Tomas, Archevêque de Tolède, Primat d'Espagne.

Une plaque commémorative apposée sur l'église rappellera le nom de tous les donateurs qui auront fait don d'au moins mille francs. Une liste complète des dons recueillis sera établie en double exemplaire, dont un sera remis à son Eminence le Cardinal Goma Tomas et l'autre à Son Excellence le Généralissime Franco, Chef de l'Etat espagnol.

On souscrit par versement au compte chèques postaux n° 63.11 des Amitiés Belgo-Espagnoles, 45, boulevard de la Cambre, à Bruxelles, en prenant soin de mentionner au dos du bulletin de versement : « Pour les églises d'Espagne ».